



Sans l'Ombre d'un Choix

Le retour forcé des Tchétchènes en Tchétchénie

*« Si les camps ferment, je creuserai un trou pour m'y réfugier avec mes enfants »
Un déplacé vivant dans un camp en Ingouchie.*

*« Seulement 89 Tchétchènes déplacés se sont vu accorder le statut de personnes
déplacées en exil forcé en Ingouchie entre le 1er octobre 1999 et le 31 décembre
2002 »*

Rapport du HCR des Nations Unies citant les statistiques du service des Migrations de la Fédération de Russie.

**Une enquête de Médecins Sans Frontières
Avril 2003**



**Arjan Erkel, chef de mission pour MSF au Daguestan, a été enlevé le 12 août 2002 à
Makhachkala. Nous sommes toujours sans nouvelles.**



MSF DANS LE NORD DU CAUCASE

MSF est présente depuis 1992 dans le nord du Caucase, où elle porte assistance aux personnes déplacées à la suite du conflit ingoucho-ossète.

Les programmes MSF d'assistance aux victimes des conflits ont débuté dès le déclenchement de la guerre en Tchétchénie, avec des programmes en Ingouchie, en Tchétchénie et plus tard au Daguestan.

En Ingouchie, MSF a ouvert et gère des cliniques gynécologiques et anténatales et a mis en place des consultations pédiatriques et de médecine générale à Nazran, à Karabulak, à Sleptsovskaïa et à Malgobek.

En Ingouchie, MSF a également réhabilité une structure de traitement contre la tuberculose. Mais cette clinique n'a jamais fonctionné, interdite par le ministère la Santé ingouche.

Des donations de médicaments, de matériel et d'équipement médical à la plupart des structures nationales de santé d'Ingouchie se poursuivent.

MSF œuvre également pour améliorer les conditions déplorable de survie des réfugiés en Ingouchie, en leur fournissant un abri ou en les aidant à réhabiliter des bâtiments, avec la distribution ciblée de poêles de chauffage, de couvertures, de matelas et d'autres matériaux non périssables, comme du bois en cas de coupure de gaz. MSF prend également en charge des programmes d'hygiène, eau et assainissement, en construisant des points d'eau, des latrines, des douches publiques et des lavoirs.

En Tchétchénie, MSF approvisionne 30 structures médicales en médicaments, matériel et équipement médical. MSF a également pris en charge les travaux de réhabilitation de plusieurs centres de soins en Tchétchénie.

Au printemps 2002, MSF a lancé un programme d'assistance psychologique en Tchétchénie, mais depuis l'enlèvement d'Arjan Erkel, toutes les activités ont été suspendues au Daguestan. Seules les donations d'urgence se poursuivent en Tchétchénie.

INTRODUCTION

A. Le contexte de cette enquête : les pressions exercées sur les familles tchéchènes pour les forcer à rentrer en Tchétchénie

Depuis 2001, l'organisation internationale d'aide humanitaire, Médecins Sans Frontières (MSF) construit des abris pour les populations civiles déplacées de Tchétchénie en d'Ingouchie qui vivent dans des conditions indécentes et des abris de fortune. La plupart des bénéficiaires étaient des familles vivant dans des squats improvisés ou « kompakniki » (principalement des usines désaffectées et des fermes abandonnées) ou des familles réfugiées dans des camps de tentes. Tout au long des années 2001 et 2002, MSF a réhabilité des kompakniki menacés d'effondrement et construit 230 nouvelles structures. En 2002, MSF a également mis à la disposition des réfugiés tchéchènes 200 nouvelles tentes dans les camps d'Aki Yurt, de Logovaz, de Rassviet et du terrain MRO.

À la suite de la signature du « Plan en 20 points » des autorités fédérales ingouches et tchéchènes pour forcer les familles à retourner en Tchétchénie, des pressions s'exercent pour faire sortir des camps les populations déplacées. En juillet 2002, le camp de Znamenskoe dans le nord de la Tchétchénie a été fermé. Six mois plus tard, c'était le tour du camp d'Aki Yurt en Ingouchie.

Pendant tout l'été 2002, il a été rappelé aux réfugiés tchéchènes vivant dans des camps en toile en Ingouchie qu'ils devaient rentrer en Tchétchénie et que les camps allaient fermer. Sans autre alternative. Ces menaces émanaient de sources officielles, comme le Comité tchéchène pour les Affaires des déplacés lors de leurs visites dans les camps, étaient diffusées à la radio et à la télévision sous la forme d'interviews de membres du gouvernement ou publiées dans un journal distribué dans les camps : 'le *Migration Herald*'¹. Ces annonces officielles faisaient état de différentes dates de fermeture des camps. D'autres informations ont circulé sous forme de rumeurs. L'essentiel de l'information obtenue par ces populations se résume ainsi : —

- L'existence d'un plan en 20 points (mai 2002) pour le retour de la population des réfugiés en Tchétchénie
- La fermeture des camps
- Le début du retour déjà effectué par certains
- Les menaces de coupures d'eau, de gaz et d'électricité
- La promesse aux réfugiés d'une aide financière et d'allocations de relogement en Tchétchénie
- Seul le retour rapide garantirait une assistance. Ceux qui ne partent pas immédiatement risquant de ne rien recevoir
- Le départ imminent des ONG et la disparition de l'aide humanitaire en Ingouchie

Le camp de Bart est une des rares exceptions à cette règle. Au milieu des pressions exercées par certains membres des autorités, il a en effet reçu plusieurs visites du président ingouche et la population de ce camp s'est vu promettre que le camp ne fermerait pas².

À l'époque, sous l'effet des menaces, les Tchétchènes exprimaient déjà leurs craintes du retour en Tchétchénie : « *Je préfère partir maintenant. Si j'attends le mois d'octobre, ils nous jetteront dehors par la force. Je ne veux pas cela. Je préfère partir de mon plein gré.* » Dans le camp de Bella, des réfugiés ont raconté aux volontaires MSF comment certaines familles étaient déjà parties : « *Ils sont partis, personne ne les a forcés à monter dans un*

¹ Lire la chronologie dans les annexes pour plus de détails.

² En avril, lors d'une visite du camp par le Président Ziayikov et plusieurs représentants européens, un réfugié a demandé au président à quelle date il leur serait possible d'emménager dans des logements construits par MSF. Sans répondre, le président est passé à la question suivante.

camion. Mais ils savent bien qu'ils allaient être jetés dehors. De cette façon, ils vont pouvoir se préparer pour l'hiver et ils ne seront pas expulsés d'Ingouchie en plein mois d'octobre. »

D'autres moyens de pression virent le jour : menaces, intimidations, coupures d'électricité et de gaz. Les familles tchéchènes qui ont protesté sans violence furent accusées d'être manipulées par les indépendantistes Tchétchènes. Dans le même temps, l'insécurité s'aggravait également en Ingouchie (voir la chronologie en annexe pour plus de détails).

Décembre 2002 a vu la fermeture du premier camp de réfugiés en Ingouchie, celui d'Aki Yurt, sous les protestations de la communauté internationale et des organisations d'aide humanitaire qui contestent le caractère volontaire du retour des réfugiés en Tchétchénie.

À la fin du mois de décembre 2002, avec le renforcement des pressions au retour des déplacés vivant en Ingouchie et la fermeture du camp d'Aki Yurt, MSF a redoublé ses efforts et ses programmes de relogement afin d'offrir une solution de remplacement aux familles les plus vulnérables qui vivent dans des camps de tentes et refusent de retourner en Tchétchénie. 180 abris à pièce unique ont été construits et plus de 1 200 sont en projet, avec le soutien d'ECHO et du ministère norvégien des Affaires étrangères. Au total, les organisations humanitaires sur le terrain devaient mettre en place près de 3 000 logements en Ingouchie.

Mais depuis la fin du mois de janvier dernier, tous les efforts de construction d'habitats en Ingouchie ont été anéantis par les autorités ingouches. Les 180 logements construits par MSF sont inoccupés, ils ont été déclarés illégaux et il est interdit aux familles de réfugiés de s'y installer. Un décret du 28 janvier 2003 du gouvernement ingouche a levé haut la barre de la réglementation en matière de construction d'habitat permanent. Les pièces de logements construites par MSF entre décembre et janvier ont été déclarées rétroactivement illégales et vouées à la destruction. Le projet de construction de 1 200 abris supplémentaires est au point mort.

En dépit de nombreuses rencontres entre les autorités russes, les représentants Ingouches, dont le président Ziazikov, et des représentants de MSF, des Nations Unies, d'ECHO, de la Commission européenne et de plusieurs ambassadeurs, aucune solution n'est en vue.

2. La nécessité d'une enquête de vulnérabilité

La présente enquête de MSF a pour objet de comprendre les besoins et les choix des familles vivant dans les camps de tentes et en besoin urgent d'une solution de logements de remplacement en Ingouchie. L'enquête devait aussi permettre d'identifier les familles les plus démunies qui bénéficieraient des abris MSF déjà construits.

L'enquête a porté sur les 8 camps de tentes³ où vivent des réfugiés tchéchènes en Ingouchie. Ces camps se répartissent en 5 camps « officiels » (Alina, Bella, Satzita, Sputnik à Slepstovskaya et Bart à Karabulak) et 3 camps « spontanés »⁴ (Logovaz à Nazran, Rassviet/MRO à Slepstovskaya, et Uchkhoz à Yandare). Cet ensemble couvre la majorité des familles tchéchènes vivant dans des camps en Ingouchie.

La collecte des données a été effectuée par 25 enquêteurs de MSF, **entre le 3 et le 16 février 2003.** (Les familles absentes pendant cette période ont fait l'objet d'une deuxième tentative de rencontre pendant les deux premières semaines du mois de mars.)

Un formulaire à questions semi-ouvertes a été présenté à chaque famille, représentant un total de 3 209 questionnaires. 39 familles étaient absentes au moment des rencontres et n'ont pas été inclus dans l'étude. 211 familles vivant dans des squats (kompaknikis) ou dans des camps « spontanés » ont également été interviewées, mais n'ont pas été inclus dans l'étude.

³ Lire en annexe les détails du questionnaire et la méthodologie.

⁴ Les camps "spontanés" sont ceux qui ne sont comptabilisés comme des camps de tentes ni par les autorités ni par la majorité des organisations humanitaires, mais qui n'en comptent pas moins des familles vivant dans des tentes.

La sélection des familles les plus vulnérables fut difficile, puisque la plupart des réfugiés déplacés en Ingouchie vivent dans des conditions de précarité extrême. Pour évaluer le degré de vulnérabilité, le principal critère de sélection portait sur des familles refusant de retourner en Tchétchénie, mais sans aucune solution de remplacement pour demeurer en Ingouchie. Les familles vivant dans des « camps spontanés » (ou des kompaknikis) n'ont pas été prises en compte dans l'étude, bien que leurs conditions de vie soient inférieures à celles des camps, dans la mesure où elles n'ont pas encore fait l'objet de menaces du retour forcé.

Un deuxième critère de sélection fut ensuite employé : celui des familles comptant des enfants de moins de 5 ans, des femmes enceintes, des personnes âgées (de plus de 75 ans), des personnes handicapées, ainsi que des familles dans des conditions particulières, au cas par cas (par exemple des familles ayant déjà perdu leurs tentes ou en besoin immédiat d'un abri).

L'état des tentes (c'est-à-dire tentes percées, sans isolation contre le froid, sans plancher) a également été pris en considération, tout comme d'autres circonstances particulières, observées par les enquêteurs.



The 180 rooms constructed for Chechen displaced families by MSF, which have been declared illegal.

PRINCIPAUX RESULTATS

Le principal objectif de cette enquête était de comprendre les besoins et les choix des familles tchéchènes qui vivent dans les camps de tentes en Ingouchie. Il s'agissait aussi d'identifier



les familles les plus vulnérables de façon à pouvoir leur fournir une solution de logement dans l'éventualité d'une fermeture des camps de tentes, telle qu'elle a été annoncée.

Les enquêteurs de MSF ont rencontré et dénombré 16 499 personnes (sur les 19 035 personnes dont ont fait état les réfugiés tchéchènes) et ont interviewé 3 209 familles dans le cadre de cette enquête, couvrant ainsi la quasi-totalité de la population de réfugiés vivant dans les huit camps de tentes (dont Logovaz, Rassviet, et Uchkhoz). Seules 39 familles n'ont pu être interrogées en raison de leur absence au moment des visites répétées des enquêteurs.

Plus de 98 % de la population interrogée refuse de rentrer en Tchétchénie dans un avenir proche.

Les problèmes d'insécurité sont la raison majeure du refus de retour en Tchétchénie des familles de réfugiés tchéchènes. Sur ceux qui refusent le retour en Tchétchénie, 93 % invoquent leurs craintes pour la vie de leurs familles.

L'absence de structures de logements en Tchétchénie s'avère être la seconde raison de leur refus de retour en Tchétchénie. 74 % des familles interrogées ont invoqué la perte de leurs logements en Tchétchénie comme seconde raison majeure de leur refus.

La présence ou l'absence d'aide humanitaire ne joue pas de rôle déterminant dans la décision des familles de retourner en Tchétchénie ou de demeurer en Ingouchie. 88 % des familles n'ont pas mentionné l'aide comme facteur de leur décision de ne pas rentrer.

La plupart des familles rencontrées vivent dans des conditions extrêmement précaires : 54 % d'entre elles vivent dans des tentes percées, sans protection contre le froid et sans plancher salubre.

Sur le total des 98 % des familles qui n'ont pas l'intention de retourner en Tchétchénie, 90 % d'entre elles n'ont aucune solution de remplacement de logement en Ingouchie. Ceci représente 2 827 familles, soit 14 443 personnes en situation de besoin urgent de logement.

Malgré ces faits, il est clair que des familles ont quitté les camps pour retourner en Tchétchénie, sans aucune garantie d'y trouver un abri. À ce jour, les solutions de remplacement de logement en Ingouchie restent dans l'impasse.

A. Données démographiques – Profil de la population ⁵

Données générales sur la population

Pour établir notre base de données, nous avons interrogé 3 209 familles sur la totalité des huit camps de réfugiés tchéchènes en Ingouchie. (Ces chiffres n'incluent pas les familles vivant dans des « camps spontanés » comme ceux d'Uchkhoz, de Logovaz, et du territoire de MRO / Rassviet).

Parmi ces familles, les volontaires MSF ont rencontré directement et dénombré un total de 16 499 personnes. Le chiffre dont les familles ont fait état était de 19 035 personnes. Cet écart entre le nombre de personnes interrogées par MSF et le nombre de personnes rapporté par les familles de réfugiés elles-mêmes s'explique par le fait que certains membres des familles étaient absents au moment de l'interview. Bien que les familles absentes lors de la visite d'interview aient toutes fait l'objet d'une seconde visite, ce ne fut pas le cas pour les familles dont certains membres seulement étaient absents au moment de l'interview. Il est donc probable que les chiffres de l'étude de MSF soient inférieurs aux chiffres réels.

Camp	Nombre de familles	Nombre de personnes recensées par les volontaires MSF	Nombre de personnes d'après les familles interrogées
Bart	480	2640	2858
Logovaz*	47	239	265
Alina	553	2526	2952
Bella	500	2276	2886
Rassviet / MRO*	192	1075	1128
Satzita	603	3314	3950
Sputnik	786	4184	4718
Uchkhoz*	48	245	278
TOTAL	3209	16499	19035

*Note : À Logovaz, à Rassviet/MRO et à Uchkhoz, les familles vivant dans des squats ou *Kompakniki* ne sont pas comptabilisées.

Répartition par tranches d'âge

14 % de la population totale est constituée d'enfants de moins de 5 ans (2 327 enfants ont moins de 5 ans), et 1 % de la population est âgée de plus de 75 ans (195 personnes)

Femmes enceintes

Les femmes enceintes représentent 2 % de la population totale (292 femmes).

Personnes handicapées

5 % du nombre total de familles (150 familles) comptent parmi leurs membres au moins une personne souffrant d'un handicap, qu'il s'agisse de paralysie, de cécité, d'une amputation ou d'un handicap mental.

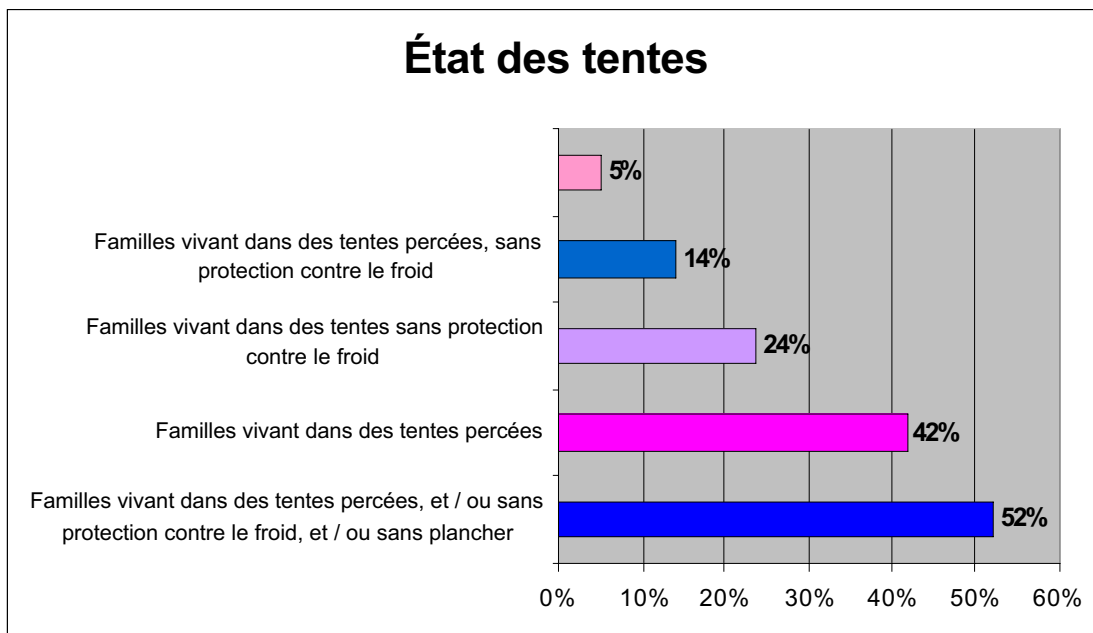
⁵ Note – tous les chiffres font état du nombre de personnes ou familles que les responsables de MSF ont pu interroger directement, sauf mention contraire.

B. L'état des tentes

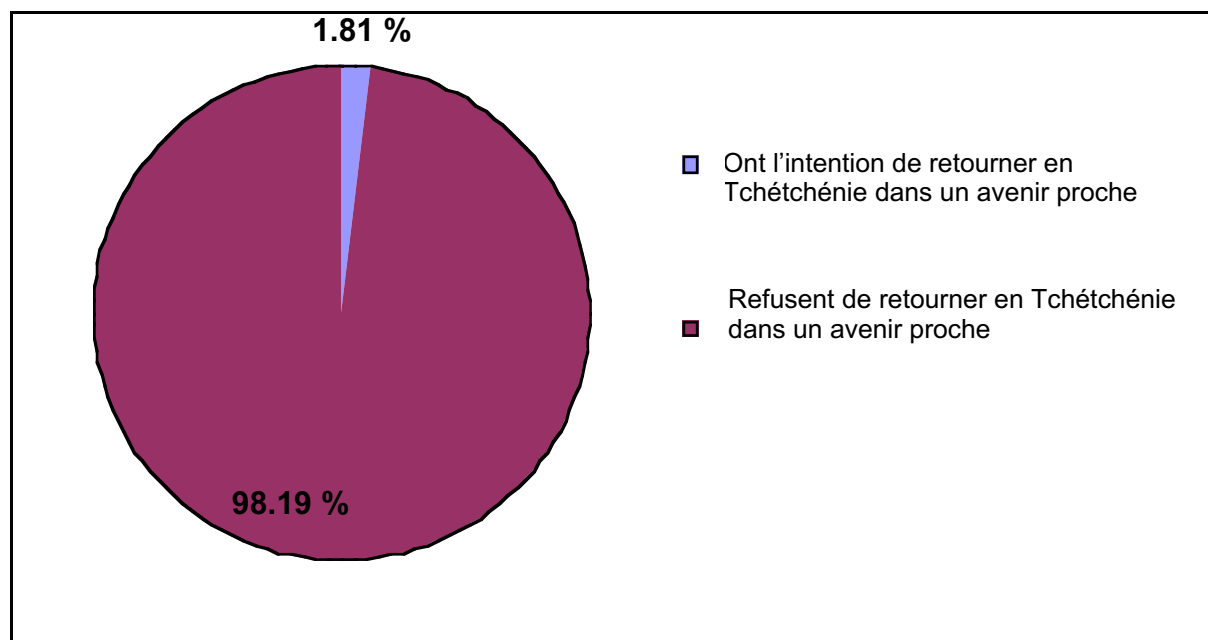
98 % des familles interviewées vivent dans des tentes (3 159 sur 3 209)

Parmi celles-ci :

- 52 % (1 653 sur 3 159) des familles vivent dans des tentes percées, qui ont des fuites et / ou qui n'ont aucune isolation contre le froid et /ou qui ne possèdent pas de plancher (en béton ou en bois)⁶.
- 42 % des familles (1 317 sur 3 159) vivent dans des tentes percées
- 24 % des familles (749 sur 3 159) vivent dans des tentes sans protection contre le froid
- 14 % des familles (437 sur 3 159) vivent dans des tentes percées et sans protection contre le froid
- 5 % des familles (1,45 sur 3 159) vivent dans des tentes sans plancher



C. Le retour en Tchétchénie ?



Familles qui ont l'intention de retourner en Tchétchénie dans un avenir proche

Camp	Nombre de familles
Alina	20
Bella	20
Sputnik	8
Bart	6
Satzita	4
Total général	58

i. Plus de 98 % des familles refusent de retourner en Tchétchénie dans un avenir proche⁷.

En dépit des conditions de vie déplorables dans les camps de tentes, **98 % des familles interrogées refusent de retourner en Tchétchénie dans un avenir proche** (3 151 familles sur 3 209).

a. L'insécurité est la première raison invoquée par les réfugiés tchéchènes vivant dans des camps en Ingouchie pour leur refus de rentrer en Tchétchénie.

93 % de ceux qui ont déclaré refuser de retourner en Tchétchénie ont exprimé leurs craintes pour la vie de leurs familles (2 921 familles sur 3 151).

⁷ Le questionnaire comportait des questions ouvertes pour permettre aux familles d'exprimer leurs souhaits. Les réponses ont ensuite été regroupées par catégories. C'est pourquoi le questionnaire était formulé sous forme de questions à choix multiples. La majorité des familles interrogées ont invoqué deux raisons pour leur refus de retour (1924 familles), venaient ensuite les familles invoquant une raison unique pour leur refus de retour (932 familles) et enfin les familles invoquant trois raisons pour leur refus de retour (280).

« Mon mari a été détenu dans un 'camp de filtration', il est revenu avec une fracture de l'épaule... il porte encore beaucoup de cicatrices de sa détention. Notre fils, né en 1984, a disparu après avoir été arrêté à un 'check point' à Urus Martan».

« Le jour, j'ai peur des soldats russes, la nuit, j'ai peur des boeviki (combattants Tchétchènes)»

« Mon fils a été arrêté par les fédéraux. Ils m'ont offert de payer 3 000 dollars pour le racheter »

b. L'absence de structures de logements est la deuxième raison invoquée pour leur refus de retour en Tchétchénie. 74 % (2 337 sur 3 151) des familles ont invoqué la perte de leur logement en Tchétchénie comme la raison de leur refus de retour.

67 % (2 111 sur 3 151) des familles ont invoqué les deux raisons, l'insécurité et la perte de leur habitation en Tchétchénie comme les principales raisons de leur refus de retour en Tchétchénie. 6 % (197 familles sur 3 151) des familles ont invoqué le fait d'avoir perdu leur logement en Tchétchénie (leur maison ayant été détruite par la guerre) comme l'unique raison de leur refus de retour.

23 % des familles interrogées ont invoqué leurs craintes pour la vie de leurs proches comme l'unique raison de leur refus de retour (731 familles sur 3 151).

c. L'accès à l'aide humanitaire n'a pas été invoqué comme une raison de retour ou de refus de retour en Tchétchénie.

« Ici, les conditions de vie sont pires qu'à Grozny, mais nous avons un peu moins peur de perdre nos fils et nos maris » explique une réfugiée tchéchène.

88 % des familles (2 777 sur 3 151) n'ont pas mentionné l'aide (qu'il s'agisse de l'absence d'aide en Tchétchénie ou de l'aide reçue en Ingouchie) comme une raison de leur refus de retour en Tchétchénie.

Seulement 10 % (321 sur 3 151) des familles ont invoqué l'absence d'aide disponible en Tchétchénie comme une raison de leur refus de retour.

Seulement 2 % (67 sur 3 151) des familles ont invoqué l'aide disponible en Ingouchie comme une raison de leur refus de retour en Tchétchénie.

Ces réponses montrent bien que l'aide humanitaire en Ingouchie, d'une qualité inacceptable, est loin d'être une incitation à rester. Ceci va à l'encontre des déclarations officielles selon lesquelles l'aide retient les réfugiés en Ingouchie. L'aide en Tchétchénie est aussi largement insuffisante, notamment parce que les violences à l'encontre des civils n'épargnent pas les humanitaires.

ii .Moins de 2 % des familles interrogées (1,81 %, soit 58 familles) ont l'intention de retourner en Tchétchénie dans un avenir proche.

La réponse la plus couramment obtenue de la part de ces 58 familles était : « *Nous voulons rentrer chez nous* » sans autre commentaire (pour environ 40 % de ces familles). Cette réponse étant suivie de près par un: « *Nous voulons rentrer chez nous, dans notre maison en Tchétchénie*» avec 17 % (des 58 familles) parmi les familles invoquant cette raison pour accepter de retourner en Tchétchénie.

D. La fermeture des camps et les solutions de remplacement en Ingouchie

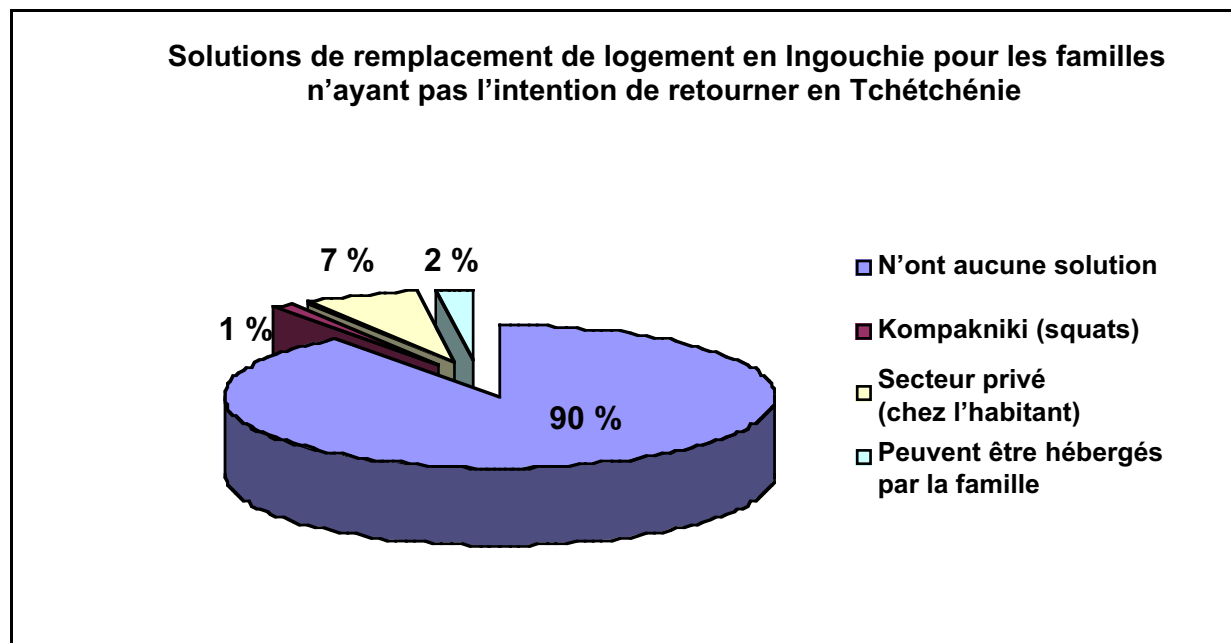
Plus de 98 % des familles ne souhaitent pas retourner en Tchétchénie dans un avenir proche.

1. Il n'y a aucune solution de remplacement en Ingouchie

90 % de l'ensemble des familles interrogées ont répondu n'avoir aucune solution de remplacement de logement en Ingouchie, en dehors de leur abri actuel. Ceci représente 2 878 familles sur 3 209.

Sur les 58 familles qui ont l'intention de retourner en Tchétchénie dans un avenir proche, 51 d'entre elles n'avaient aucune solution de logement de remplacement en Ingouchie. 7 familles ont indiqué connaître un point de chute où elles pourraient être hébergées (dans le secteur privé — chez l'habitant, chez des amis ou de la famille).

Sur les 3 151 familles qui n'ont pas l'intention de retourner en Tchétchénie dans un avenir proche, 90% n'ont aucune solution de remplacement pour se loger en Ingouchie. Ceci représente 2 827 familles, soit 14 443 personnes. Si ces familles de réfugiés tchéchènes devaient rester en Ingouchie, un minimum de 2 827 logements ou abris devront être construits.



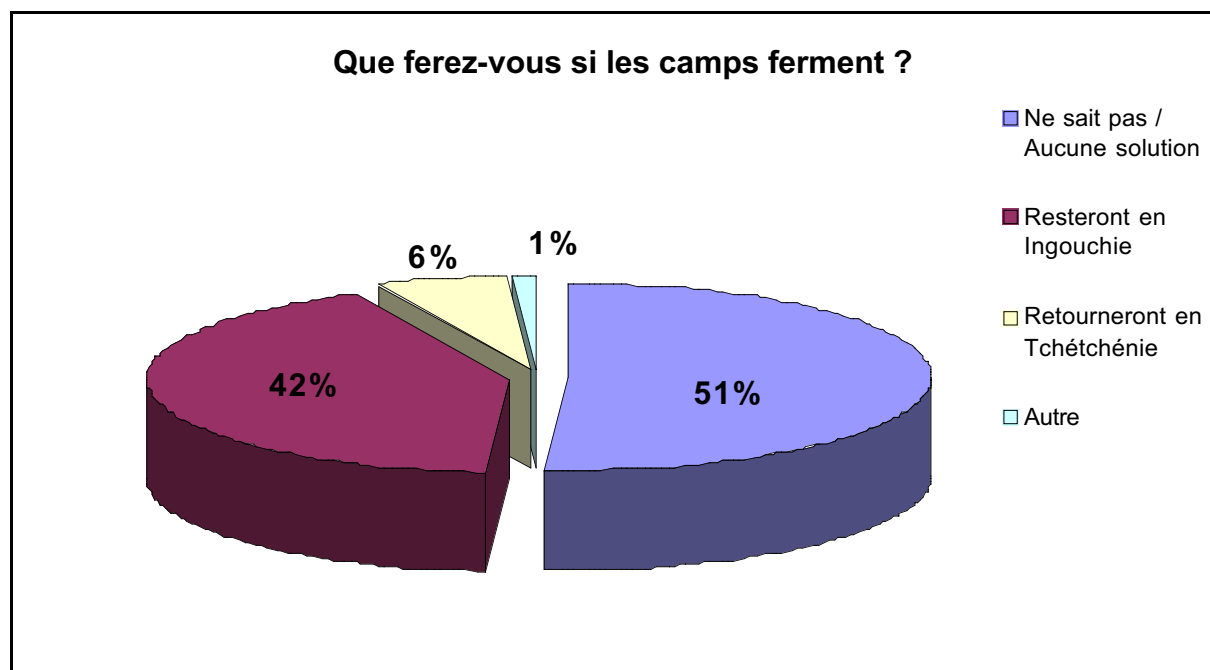
Familles qui refusent de retourner en Tchétchénie dans un avenir proche et n'ont aucune solution de remplacement pour se loger en Ingouchie		
Camp	Nombre de familles	Nombre de personnes
Sputnik	698	3695
Satsita	526	2838
Alina	479	2163
Bart	434	2376
Bella	410	1830
Rassviet	185	1047
Uchkhoz	48	245
Logovaz	47	239
TOTAL	2827	14433

2. Que ferez-vous lorsque les camps fermeront ?

« Si les camps ferment, notre seule option à l'heure actuelle serait de retourner dans un TAC (centre d'hébergement temporaire) en Tchétchénie. » Une famille de réfugiés tchétchènes.

Sur les 3 151 familles qui n'ont pas l'intention de retourner en Tchétchénie :

- **6 % des familles** (202 sur 3 151) disent qu'elles rentreraient en Tchétchénie si les camps fermaient. Parmi celles-ci :
 - o 92 % de ces familles (185 sur 202) disent qu'elles ne savent pas où elles peuvent loger en Ingouchie
- **42 % des familles** (1319 sur 3151) disent qu'elles resteraient en Ingouchie si les camps fermaient. Mais parmi elles :
 - o 81 % des familles (1 071 sur 1 319) disent qu'elles ne savent pas où elles peuvent loger en Ingouchie
 - o 19 % de ces familles (248 sur 1 319) disent qu'elles connaissent un lieu où elles pourraient être hébergées.
- **51 % des familles** (1,638 sur 3,151) ne savent pas ce qu'elles feraient/n'ont pas de solution si les camps fermaient.



E. Les personnes les plus vulnérables

« Si les camps ferment, j'irai directement aux Nations Unies. J'ai élevé seule mes 5 enfants. J'ai un enfant de 8 ans handicapé de niveau 2. Ils ont rayé mon oncle des listes. Le responsable du service des Migrations a promis qu'il remettrait son nom une liste pour le retour [en Tchétchénie]» Une réfugiée tchéchène

Sur les 2 827 familles (soit 14 443 personnes) qui n'ont aucune solution de remplacement pour se loger en Ingouchie et qui n'ont pas l'intention de retourner en Tchétchénie dans un avenir proche, 2 029 d'entre elles sont en danger immédiat, présentant au moins un des critères d'extrême vulnérabilité.

Ces facteurs de vulnérabilité extrême sont les suivants :

- 46 % des familles (1285 sur 2827) comptent des enfants de moins de 5 ans, (soit un total de 2 041 enfants de moins de 5 ans)
- 41 % des familles (1150 sur 2827) comptent au moins 6 membres
- 9 % des familles (245 sur 2827) comptent des femmes enceintes (soit un total de 248 femmes enceintes)
- 5 % des familles (150 sur 2827) comptent des personnes âgées de plus de 75 ans (soit 163 personnes âgées)
- 5 % des familles (134 sur 2827) comptent des personnes handicapées

F. Les réfugiés tchéchènes en Ingouchie sont poussés au retour en Tchétchénie

Depuis la signature en mai dernier du « plan en 20 points pour le retour des réfugiés en Tchétchénie » et depuis la fermeture de deux des camps (Znamenskoye en Tchétchénie du Nord dans le courant de l'été 2002 et celui d'Aki Yurt en Ingouchie en décembre 2003) les familles de réfugiés quittent progressivement l'Ingouchie pour retourner en Tchétchénie.

VESTA, une organisation partenaire du HCR des Nations Unies, a enregistré le retour en Tchétchénie de 3 184 personnes entre le 1^{er} janvier et le 28 mars 2003. Ces retours s'effectuent à partir de toute l'Ingouchie (il s'agit de personnes déplacées vivant dans le secteur privé - chez l'habitant – ainsi que dans des squats ou dans des camps).

LE CAMP DE BELLA

En avril 2003, le Comité tchéchène pour les Affaires des déplacés⁸, rapportait qu'entre 30 et 40 familles du camp de Bella refusaient de retourner en Tchétchénie. Selon MSF, il s'agirait de 480 familles à Bella (sur un total de 500) qui refusent de rentrer en Tchétchénie ; 453 d'entre elles invoquant les risques d'insécurité comme raison de leur refus de retour.

Le comité tchéchène pour les Affaires des déplacés rapporte également son intention d'offrir un logement de remplacement à ces 30 à 40 familles qui désirent rester en Ingouchie. En revanche, l'enquête de MSF montre qu'en février 2003, 429 familles du camp de Bella n'avaient aucune solution de remplacement pour se loger en Ingouchie dans l'éventualité d'une fermeture des camps. Ils sont dans une impasse.

Les **moyens de pressions** exercés actuellement par les autorités sur les populations déplacées pour qu'elles quittent les camps sont plus discrets que ceux utilisés dans les

⁸ Le Comité tchéchène pour les Affaires des déplacés fait partie de l'administration tchéchène chargée d'organiser le retour des personnes déplacées en Tchétchénie.

années 1999, 2000, 2001 et 2002⁹, mais ils restent très similaires et ne sont que la poursuite de la politique de pression observée pendant les années précédentes.

1. La fermeture imminente des camps est annoncée, à différentes dates (la dernière date annoncée était le printemps 2003). Les réfugiés ont conscience qu'il ne s'agit pas uniquement de menaces verbales, mais d'un réel danger. Ils ont été témoins de la fermeture des camps de Znamenskoe en Tchétchénie et d'Aki Yurt en Ingouchie.

2. Les autorités tchétchènes ont annoncé que des allocations d'un montant entre 2 000 et 15 000 dollars seraient versées aux familles pour compenser la perte de leur logement détruit par la guerre. Mais jusqu'à présent, les réfugiés ont été informés que ces prestations ne sont disponibles que pour les familles vivant en Tchétchénie. Même si 93 % des réfugiés vivant dans des camps de tentes refusent de rentrer pour des raisons d'insécurité, cette mesure ne s'applique à eux que s'ils acceptent de retourner en Tchétchénie.

3. Les réfugiés sont victimes d'une stratégie de non-assistance à personnes en danger¹⁰ de la part des autorités et de la communauté internationale d'aide humanitaire qui a dû se plier aux exigences et au blocus imposé par le gouvernement sur les programmes d'aide aux réfugiés¹¹. Ces populations déplacées sont à bout de force et vivent dans des conditions d'une totale indécence qu'ils doivent subir pour le quatrième hiver consécutif.

4. Aucune solution de logement de remplacement n'est offerte à l'annonce de la fermeture des camps.

L'enquête de MSF prouve, sans l'ombre d'un doute, que les réfugiés refusent de retourner en Tchétchénie et qu'aucun autre choix ne leur est donné. Les réfugiés ne rentrent pas volontairement, mais ils succombent aux pressions exercées pour leur retour.

⁹ Lire l'information sur les pressions exercées sur la population et le retour des forces blindées entre 1999 et 2002. Voir le document du UNHCR « Les demandeurs d'asile de la Fédération russe dans le contexte de la situation en Tchétchénie », UNHCR, février 2003.

¹⁰ Lire le rapport de MSF: « Tchétchénie-Ingouchie: Non-assistance à personnes en danger », MSF 2002.

¹¹ « En novembre 2002 le service fédéral des Migrations a demandé aux organisations internationales – dont le UNHCR - et aux ONG de cesser les programmes de remplacement de tentes vétustes », UNHCR, février 2003.

Les programmes de solutions de remplacement de logements de MSF a été interrompu depuis janvier 2003. 180 pièces réhabilitées sont inoccupées et ont été déclarées illégales.



CONCLUSION

“Je veux rentrer en Tchétchénie car les conditions de vie ici sont terribles, mais j'ai peur pour ma sécurité. Malgré cela, je pense que je vais rentrer”

“J'ai peur des opérations de nettoyage. Je ne veux même pas penser à la fermeture des camps. J'espère que les organisations humanitaires nous aideront”

“J'ai peur pour ma famille en Tchétchénie. Notre maison a été détruite. Je ne sais pas quoi faire si les camps sont fermés. Je ferai comme tous les autres. J'ai peur de la fermeture des camps”.

L'enquête de MSF montre que 98 % de la population tchétchène vivant dans des tentes en Ingouchie ne veut pas retourner en Tchétchénie, essentiellement par peur des violences.

La situation est toujours aussi dangereuse pour les civils en Tchétchénie. 93% des familles qui ne prévoyaient pas de rentrer en Tchétchénie dans un futur proche, citent l'insécurité comme la raison première de leur décision. La violence et l'insécurité généralisées en Tchétchénie ont fait l'objet de descriptions détaillées : zatchiskas, disparitions, meurtres, tortures, bombardements et contrôles menaçant en permanence la vie des civils. Des sources officielles de l'administration¹² tchétchène ont informé MSF de la disparition de 217 personnes depuis le début de l'année 2003, 99 d'entre elles ayant été enlevées par des véhicules blindés de transport de troupes, c'est-à-dire l'armée fédérale. Les bombardements et les explosions font toujours partie du quotidien en Tchétchénie. Le fait le plus marquant reste la destruction à Grozny du bâtiment du gouvernement abritant l'administration tchétchène en décembre 2002. Depuis lors, les incidents de ce type se poursuivent chaque semaine.

Les familles tchétchènes refusent de retourner en Tchétchénie, même si leurs conditions de vie dans les camps de tentes restent vraiment intolérables : plus de la moitié des familles interrogées vit sous des tentes qui sont sujettes à des infiltrations d'eau, et/ou qui ne sont pas correctement isolées du froid, et/ou qui n'ont pas de plancher (en bois ou en béton). Mais ce qui prime sur tout, c'est le fait que ces familles ne connaissent aucun autre endroit où elles pourraient vivre en Ingouchie si les camps sont fermés.

L'aide humanitaire en Ingouchie, d'une qualité inacceptable, est loin d'être une incitation à rester. 88% des familles interviewées ne mentionnent pas l'aide pour expliquer leur refus de rentrer. Ceci va à l'encontre des déclarations officielles selon lesquelles l'aide retient les réfugiés en Ingouchie. L'aide en Tchétchénie est aussi largement insuffisante, notamment parce que les violences à l'encontre des civils n'épargnent pas les humanitaires.

En dépit du choix des réfugiés de rester en Ingouchie et des déclarations des officiels selon lesquelles personne ne sera forcé de retourner en Tchétchénie, la mise à disposition de centres d'hébergements alternatifs par les organisations humanitaires reste toujours bloquée¹³. Les familles identifiées dans l'étude de MSF ne se voient offrir aucune autre alternative. Les résultats parlent d'eux-mêmes, indiquant qu'il existe un besoin de construction et de livraison d'abris pour un minimum de 2 827 familles (14 443 personnes) vivant actuellement dans tous les camps de tentes¹⁴; les familles hébergées dans les camps officiels sont probablement celles qui en ont le besoin le plus urgent.

Depuis un an maintenant, les réfugiés tchétchènes vivant dans les camps de tentes en Ingouchie sont forcés de rentrer en Tchétchénie, d'une manière subtile mais cependant extrêmement efficace. Plus les familles partent, plus la pression s'accroît sur celles qui ont

¹² Se référer aussi à l'article publié par Le Monde, le 11 avril 2003 : « *Massacres en Tchétchénie : un document officiel accable l'armée russe* »

¹³ D'autres aides sont aussi retardées à l'heure actuelle par des procédures bureaucratiques. Par exemple, pour installer des latrines pour les réfugiés d'Ingouchie, MSF doit rédiger une demande spéciale au Premier ministre d'Ingouchie. La lettre a été envoyée le 23 avril et les autorités ont indiqué qu'une réponse est attendue pour le 5 mai.

¹⁴ Nous faisons seulement référence aux personnes vivant dans les camps de tentes, car ce sont celles qui sont d'abord visées par la fermeture de ceux-ci. Néanmoins, les personnes vivants dans des campements spontanés ont aussi grand besoin de centres d'hébergements, étant données leurs conditions de vie épouvantables.



décidé de rester, le processus leur paraissant inéluctable. Les familles n'ont pas le choix. La dernière date donnée par les autorités pour la fermeture des camps est mai 2003. Les abris construits par MSF sont toujours vides et les constructions prévues au point mort, bloquées par les autorités Ingouches. Le retour n'est volontaire que si d'autres options sont présentées aux réfugiés.



ANNEXES

1. Méthodologie
2. Questionnaire
3. Chronologie
4. Données

Méthodologie

Lieux de l'enquête

L'étude a été menée dans les 8 camps de tente pour réfugiés tchéchènes en Ingouchie. Il s'agit de 5 camps 'officiels' (Alina, Bella, Satzita, Sputnik à Slepstovskaya et Bart à Karabulak) et des 3 camps non officiels¹⁵ (Logovaz à Nazran, Rassviet/MRO à Slepstovskaya et Uchkhoz à Yandare).

Les familles ne vivent pas toutes dans des tentes. Certaines familles vivent dans des abris qu'elles ont construits entre les tentes. Ces familles ont été intégrées à cette étude.

A Sputnik, un campement spontané (ferme pour poulets) a été pris en compte dans l'étude puisque ces familles sont inscrites à Sputnik sur les listes du Service des migrations et sur la liste du Conseil danois des réfugiés.

A Uchkhoz, les familles vivant dans des campements spontanés n'ont pas été intégrées à l'étude, alors qu'à Logovaz et à Rassviet / MRO, elles ont été interrogées mais n'ont pas été retenues pour les résultats (212 familles); seules les familles vivant sous des tentes ou dans des cahutes en terre entre les tentes ont été retenues.

Organisation

L'étude a été conduite par 25 enquêteurs de MSF entre le 3 et le 16 février 2003 (les familles absentes pendant cette période ont été revisitées jusqu'à mi-mars). Les enquêteurs ont reçu une formation d'une journée avant le début de l'enquête.

L'enquête a été supervisée par deux personnes à Nazran qui ont effectué des vérifications sur les questionnaires remplis et ont coordonné les enquêteurs sur le terrain. L'enquête a aussi été coordonnée depuis Moscou où les questionnaires ont été de nouveau contrôlés puis saisis dans une base de données. L'enquête et la base de données ont fait l'objet d'une conception commune entre les personnes de Nazran et de Moscou.

Questionnaire

Un questionnaire par famille a été rempli, aboutissant à un nombre total de 3 209 questionnaires (en excluant les campements spontanés). 39 familles absentes au cours des nombreuses visites des enquêteurs n'ont pas été incluses dans l'enquête. 212 autres familles vivant dans des kompaknikis (campements spontanés) ont été interrogées mais n'ont pas été retenues pour les résultats.

Le questionnaire se présentait sous la forme de questions semi-structurées : l'enquêteur posait une question et la personne interrogée y répondait librement. La réponse était alors notée et classée selon une liste pré-établie de réponses possibles.

Seules les personnes atteintes de graves invalidités, c'est-à-dire 'incapables de s'occuper d'elles-mêmes', ainsi que celles qui souffraient d'invalidité partielle, comme la cécité, la surdité ou l'amputation des jambes ont été enregistrées.

Les indemnités offertes par le gouvernement n'ont pas été incluses dans la définition de 'l'aide humanitaire' lorsque les personnes ont été interrogées sur les raisons qui les poussaient à vouloir rentrer en Tchétchénie ou à vouloir rester en Ingouchie.

¹⁵ Les camps non officiels sont ceux qui ne sont pas recensés comme des camps de tentes, ni par les autorités, ni par les principales agences humanitaires, mais qui abritent néanmoins des familles vivant sous des tentes.



Critères

Le principal critère utilisé pour déterminer la vulnérabilité était le refus des familles de retourner en Tchétchénie alors qu'elles n'avaient pas d'hébergement alternatif en Ingouchie.

Dans un deuxième temps, les autres critères ont été pris en compte : familles avec des enfants âgés de moins de 5 ans, familles avec des femmes enceintes, familles avec des personnes âgées (75 ans et plus), familles avec des personnes handicapées et familles se trouvant dans une situation particulière devant être vérifiée au cas par cas (par exemple, celles qui avaient déjà perdu leurs tentes et avaient un besoin d'hébergement immédiat).

L'état de la tente a aussi été pris en compte (c'est-à-dire infiltrations, protection contre le froid, plancher) ainsi que toute autre observation faite par les enquêteurs.

Limites

Le critère de 'famille monoparentale' n'apparaît pas dans le questionnaire. Cependant, il avait été demandé aux enquêteurs, au moment de leur formation, de poser systématiquement la question et d'enregistrer la réponse sous forme d'observation. Comme certains enquêteurs n'ont pas respecté la consigne, les résultats portant sur les familles monoparentales n'ont pas été intégrés dans ce rapport.

Un facteur de vulnérabilité accrue a été retenu pour les familles comportant des hommes jeunes, étant donné que ceux-ci constituent les principales victimes des arrestations arbitraires et des disparitions en Tchétchénie. Néanmoins, cette question n'a pas été incluse au questionnaire pour ne pas effrayer les familles interrogées.

Deux questions relatives à la santé – la gale et les maladies mentales requérant un isolement – n'ont pas reçues de réponses complètes.



QUESTIONNAIRE DE VULNERABILITE / CAMPS DE TENTES EN INGOUCHIE

1. Date : / / 2003

2. Code : / /
VILLE /CAMP / N° DE QUESTIONNAIRE

3.Code enquêteur :.....

4. Nom et prénom de la personne interrogée.....

≤ Mère ≤ père ≤ grand-parents

5. Tente: oui/ non → ≤ fournie par l'aide humanitaire ≤ louée ≤ achetée

6. Adresse exacte : bloc N°..... Tente / Chambre N°..... section N°.....

7. Nombre de familles vivant dans la section/chambre :	Réponse :	Observation de l'enquêteur :
8. Nombre de personnes vivant dans la section/chambre :	Réponse :	Observation de l'enquêteur :
9. Nombre de personnes de la famille interrogée vivant dans la section/chambre :	Réponse :	Observation de l'enquêteur :
10. Nombre d'enfants âgés de moins de 5 ans de la famille interrogée vivant dans la section/chambre :	Réponse :	Observation de l'enquêteur :
11. Nombre de femmes enceintes de la famille interrogée vivant dans la section/chambre :	Réponse :	Observation de l'enquêteur :
12. Nombre de personnes âgées (plus de 75 ans) de la famille interrogée vivant dans la section/chambre :	Réponse :	Observation de l'enquêteur :

- 13. Existe-t-il une personne atteinte de tuberculose dans la famille vivant dans la section ? Oui/ non
 nombre de personnes atteintes : Ages :
- 14. Existe-t-il quelqu'un atteint d'une maladie mentale nécessitant un isolement ? Oui /Non
- 15. Existe-t-il quelqu'un atteint de la gale ? Oui /Non
- 16. Existe-t-il quelqu'un atteint d'un handicap ? Oui /Non
- 17. Si réponse 16 positive, quel handicap ?
- 18. Existe-t-il une personne de la famille avec un travail, une occupation ? Oui /Non
- 19. Si oui, quelle occupation ?



20. Envisagez-vous de retourner en Tchétchénie dans les prochains mois ? oui / non

21. Quand pensez-vous rentrer ? ≤ 2-3 mois ≤ 6 mois ≤ Ne sais pas

22. Si vous envisagez de retourner vivre en Tchétchénie dans les prochains mois, expliquez pourquoi :

.....

≤ Je veux rentrer chez moi ≤ J'ai une maison en Tchétchénie ≤ aide en Tchétchénie

≤ Pas d'aide en Ingouchie ≤ pressions pour rentrer

≤ Autre

23. Si vous n'envisagez pas de retourner vivre en Tchétchénie dans les prochains mois, expliquez pourquoi :

.....

≤ Pas d'endroit pour revenir/pas de maison ≤ pas d'assistance en Tchétchénie ≤ assistance en Ingouchie

≤ Sécurité ≤ autre

24. Que ferez-vous si les camps sont fermés ?

.....

≤ Resterai en Ingouchie ≤ partirai pour la Tchétchénie ≤ ne sais pas ≤ pas d'endroit où aller

≤ Autre

25. Y-a-t-il un endroit particulier où vous pouvez vivre en Ingouchie si le camp est fermé ?

.....

≤ Loger chez de la famille/des amis ≤ kompactniki .

≤ Secteur privé ≤ ne sais pas

≤ Autre

26. Etat de la chambre / tente:

La tente est-elle neuve ? Oui Non

Le toit a-t-il des infiltrations ? Oui Non

Existe-t-il une protection contre le froid ? Oui Non

Y-a-t-il un plancher ? Oui Non ≤ béton ≤ bois

27. Autres observations faites par l'enquêteur ? Oui / Non

(Observations sur des situations particulières de la famille, telles que ses conditions de vie, ou toute maladie chronique dans la famille ou toute autre circonstance remarquable)

.....

.....

.....



CHRONOLOGIE

Evolution du contexte en Ingouchie, pressions sur les réfugiés pour qu'ils retournent en Tchétchénie et activités de MSF dans ce climat

- Décembre 1999** Sous l'arrêté N° 110, le Service fédéral des migrations donne ordre aux services des migrations régionaux du Daguestan, de Stavropol, d'Ingouchie et d'Ossétie du Nord-Alanie, de suspendre l'enregistrement dans le cadre du formulaire N° 7 de toutes les arrivées de nouveaux réfugiés et de faciliter leur retour vers leur lieu de résidence d'origine en Tchétchénie ou, à défaut, vers des lieux sécurisés en Tchétchénie (rapport de l'UNHCR, février 2003).
- Janvier 2000** Le ministère de la Défense civile et des Urgences d'Ingouchie publie une instruction selon laquelle les réfugiés arrivant de régions sous contrôle des autorités fédérales doivent être "privés de toute forme d'allocations auxquelles ils ont droit sur le territoire de leur lieu de résidence" (rapport de l'UNHCR, février 2003).
- Avril 2001** L'organe territorial ingouche du ministère des Affaires fédérales, des Nationalités et de la Politique de migration, suspend l'enregistrement (formulaire N° 7) de tous les nouveaux réfugiés. Sans une inscription par les autorités du Service des migrations, les réfugiés ne peuvent prétendre à une assistance gouvernementale, notamment à un hébergement dans des camps gérés par le gouvernement et à de la nourriture (rapport de l'UNHCR, février 2003).
- Décembre 2001** Présentation de l'enquête MSF sur les conditions de vie précaires des réfugiés tchétchènes en Ingouchie. Les sections MSF de Russie dénoncent l'état déplorable des tentes dans les camps d'Ingouchie.
- Destitution du Président Aushev le 28 décembre. Début de la détérioration des conditions de fonctionnement pour les acteurs de l'aide humanitaire en Ingouchie.
- Janvier 2002 –** MSF présente le rapport « Stratégie de non assistance ».
- Un accord est signé entre MSF et le ministre de la Santé ingouche pour l'ouverture d'un hôpital destiné aux réfugiés en Ingouchie atteints de tuberculose.
- Avril 2002** Premier et deuxième tour des élections présidentielles en Ingouchie.
- Mai 2002** MSF remplace 200 tentes à travers l'Ingouchie.
- Investiture du nouveau président élu, M. Ziazikov.
- Le nouveau ministre de la Santé suspend l'accord avec MSF. Bien que l'hôpital ait été réhabilité, il n'ouvrira jamais.
- Présentation du plan gouvernemental en 20 points pour le retour des réfugiés tchétchènes en Tchétchénie, signé entre l'administration tchétchène, le gouvernement ingouche et l'envoyé plénipotentiaire du Président en Russie du Sud, M. Kazantsev.
- Présence accrue des forces militaires en Ingouchie, avec un nombre croissant d'incidents impliquant les réfugiés tchétchènes en Ingouchie. A la fin du mois de mai, une unité de l'armée fédérale s'installe près des camps de Sleptsovskaja. Lors de l'arrivée de l'unité, les soldats entrent dans les camps et effraient les résidents en tirant en l'air. De nombreuses personnes quittent immédiatement le camp et se cachent dans les champs. Elles ne reviennent que le jour suivant. A l'entrée du village de Aki Yurt et dans les camps de tente, les postes de contrôles sont renforcés et sont installés de manière plus permanente.
- Juillet 2002** Fermeture du camp de Znamenskoe dans le nord de la Tchétchénie. Environ 5 000 anciens réfugiés tchétchènes du camp de tentes de Znamenskoe sont forcés de s'installer dans des centres d'hébergement temporaire nouvellement construits à Grosny. Plusieurs contrôles effectués dans ces nouveaux centres d'hébergement temporaire ont permis de constater que les conditions de vie y sont inacceptables et représentent une dégradation par rapport aux conditions de vie à Znamenskoe.
- Le 10 juillet 2002, le FSB (services secrets russes) avise l'UNSECOORD (le coordinateur des Nations Unies pour la sécurité) qu'en raison des menaces imminentes d'enlèvements, aucune mission incluant des expatriés ne doit être menée en Tchétchénie, jusqu'à ce qu'une inspection ait lieu.
- A partir de la fin juillet 2002, suspension des activités de MSF en Tchétchénie après l'enlèvement de Nina Davidovich.
- Août 2002**

Distribution de tracts du ministère de l'Intérieur de la Fédération russe dans les camps de tentes en Ingouchie. Ces tracts donnent des informations provenant du Premier ministre tchéchène Ilyasov sur les moyens mis à la disposition de ceux qui souhaitent un rapatriement en Tchétchénie. Les tracts affirment que des vivres seront fournies sur une base constante par le Programme Alimentaire Mondial à ceux qui souhaitent rentrer en Tchétchénie et que le Haut Commissariat pour les réfugiés des Nations Unies distribuera des colis non alimentaires, contrôlera les conditions de vie et fournira des tentes et des matériaux de construction en cas de besoin.

1^{er} août 2002 : les officiels du Service des migrations informent tous les réfugiés tchéchènes du camp de tentes d'Aki Yurt que celui-ci sera démonté et qu'ils devront aller s'installer au centre collectif de Malgobek. Les réfugiés tchéchènes font savoir qu'ils ne veulent pas partir, qu'ils s'étaient habitués à ce camp de tentes où ils avaient déjà vécu pendant deux ans.

12 août 2002 : enlèvement d'Arjan Erkel, le chef de mission de MSF Suisse, dans la capitale du Daguestan, Makhachkala.

Septembre 2002

13 août 2002 : la suspension des activités de MSF est étendue à l'ensemble du Caucase du Nord. Reprise des activités de MSF en Ingouchie au début du mois de septembre 2002.

Les officiels du Service fédéral des migrations déclarent que le camp de tentes d'Aki yurt sera fermé d'ici octobre.

Les résidents d'Aki Yurt signent une pétition : au début du mois de septembre, les réfugiés tchéchènes du camp d'Aki Yurt font parvenir les pétitions aux ambassadeurs des pays européens, aux Nations Unies, à l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe), à l'APCE (Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe), au Président et au peuple d'Ingouchie et aux réfugiés tchéchènes des autres camps d'Ingouchie, affirmant qu'ils ne veulent pas être expulsés du camp, vers la Tchétchénie ou vers d'autres lieux d'Ingouchie.

Les représentants des réfugiés tchéchènes pétitionnaires (deux femmes et un homme) sont amenés au MVD (ministère de l'Intérieur) pour un interrogatoire, le jeudi 19 septembre et sont seulement relâchés plusieurs heures après.

Visites des représentants du Service des migrations et d'Emercom (ministère des Urgences) pour faire pression sur les réfugiés : tout au long du mois de septembre, ils se rendent au camp d'Aki Yurt et disent à tous les réfugiés que ceux-ci doivent partir. Ils lancent des messages contradictoires : aucun déplacement forcé n'aura lieu mais le camp de tentes sera fermé. Selon des réfugiés tchéchènes, le chef du service des Migrations de Malgobek en Ingouchie menace de tirer dans la tête d'un homme qui exprimait son refus de partir.

Le 19 septembre, le FSB et le MVD ingouche empêchent des manifestations dans le camp d'Aki Yurt. L'accès au camp est condamné, les journalistes et les représentants des organisations humanitaires ne sont pas autorisés à y pénétrer. Un bus de l'équipe médicale de MSF ainsi qu'un membre de l'équipe de coordination parviennent à pénétrer dans le camp sans aucun problème. Les activités des organisations humanitaires CARE dans le camp sont entravées.

Incursion d'un groupe de combattants tchéchènes armés en Ingouchie. Cet incident renforce les arguments des services des Migrations fédéral et ingouche et des militaires selon lesquels les camps de tentes constituent une menace pour la sécurité des zones environnantes. Il contribue aussi à l'accélération des efforts de fermeture des camps de tentes et au renforcement des méthodes déjà en vigueur de filtrage de tous les mouvements entre les camps et l'extérieur.

Les réfugiés tchéchènes commencent à quitter le camp d'Aki Yurt. Les 22 et 23 septembre 2002, un représentant des services de Migrations et des représentants du ministère des Urgences démontent deux tentes dans le camp situé dans le village d'Aki-Yurt. Selon les réfugiés, une famille qui vivait dans l'une des tentes démontées avait accepté, sous la pression de la propagande, de se rendre dans un camp spontané à Malgobek. Mais, lorsque cette famille est arrivée sur les lieux et a constaté que les conditions offertes n'étaient pas meilleures que celles du camp qu'elle avait quitté, elle est alors revenue sur sa décision. Le chef du service des Migrations de Malgobek, M. Khashiev et l'adjoint du service des Migrations ingouche, Akhmed Parchiev ont alors ordonné la confiscation de la tente et les objets appartenant aux réfugiés sont restés à l'emplacement même de la tente. Se retrouvant sans toit, cette famille a dû louer une chambre dans une petite cahute au voisinage du camp.

Les experts en hébergement de l'UNHCR ont conclu que les sites proposés pour le relogement des réfugiés tchéchènes du camp d'Aki Yurt ne sont pas convenables pour des êtres humains. Les donateurs qui ont beaucoup investi dans l'infrastructure des camps ont fait remarquer qu'ils considèrent que les conditions de vie dans les camps de tente d'Ingouchie sont acceptables et

qu'ils refusent, de ce fait, de financer des emplacements de relogement temporaire pour les réfugiés tchétchènes d'Ingouchie. Il est devenu évident que rien ne sera préparé par le gouvernement, par les Nations Unies ou par les donateurs occidentaux pour accueillir les réfugiés tchétchènes d'Aki Yurt, que ce soit en Ingouchie ou en Tchétchénie, dans d'autres centres d'hébergement.

Octobre 2002

Prise d'otages au théâtre Nord-Ost en octobre 2002. Tout au long de la crise, MSF est resté présent au théâtre afin d'aider les otages en cas de besoin, puis a organisé tout de suite après la livraison de fournitures médicales aux hôpitaux. Cet événement a eu pour immédiate conséquence une nette intensification de la pression exercée sur les réfugiés tchétchènes vivant dans les camps de tentes d'Ingouchie. Ceci s'est traduit par un accroissement flagrant de la présence militaire à proximité des camps. En outre, les organisations humanitaires se sont vu refuser l'autorisation de remplacer les tentes et d'installer les tentes préfabriquées de l'UNHCR.

Camp de Bart – Le représentant de l'administration tchétchène visite le camp et dit aux réfugiés de partir avant le 15 novembre pour obtenir une place à Grozny. Ceux qui n'y retournent pas devront de toute façon quitter l'Ingouchie.

MSF est prévenu du risque d'enlèvement de travailleurs de MSF ou du CICR après le 12 novembre.

Novembre 2002

Le chef des services fédéraux de migration informe l'UNHCR à Moscou de la fermeture de tous les camps de tentes d'Ingouchie d'ici le 20 décembre.

Détérioration des conditions de sécurité dans le district de Malgobek. Le district de Malgobek est interdit d'accès à la communauté humanitaire par l'UNSECOORD pendant environ 10 jours à partir du 15 novembre. D'après les services de police, les membres d'un groupe armé impliqué dans les combats de Galashki se sont réfugiés dans le district de Malgobek, où se tiennent par conséquent des opérations spéciales. Parallèlement, plusieurs rapports font état de l'enlèvement et de la disparition de réfugiés tchétchènes dans toute l'Ingouchie, y compris dans le district de Malgobek, tandis que la présence d'agents armés de l'administration pro-russe est signalée sur le territoire du district de Malgobek. Ainsi, l'explosion d'un bus dans la ville de Malgobek, qui a fait quatre morts et neuf blessés, a été provoquée par la tentative d'enlèvement de deux passagers par des officiers de sécurité tchétchènes.

Enlèvement de deux chauffeurs du CICR le 13 novembre sur la route Grozny – Malgobek, entre Pobedinskoye et Goragorsk, en Tchétchénie. Ils sont libérés le soir du 17 novembre.

Camp de Bart – Alors que la température atteint - 20°C, le camp est privé de gaz et d'eau pendant 3 semaines.

Décembre 2002

L'UNHCR obtient des services de migration fédéraux et ingouches l'autorisation de pré-monter des tentes préfabriquées supplémentaires sur des sites de réinstallation choisis par les autorités ingouches. (Rapport de l'UNHCR, février 2003)

Les autorités ont fermé le camp d'Iman à Aki Yurt, qui hébergeait 1 700 réfugiés d'après la base de données du DRC, et seulement 700 d'après celle des services de migration. Les réfugiés tchétchènes ont été soumis pendant plusieurs mois à des manœuvres d'intimidation, ainsi qu'à des pressions légales et psychologiques. Fin novembre 2002, certains ont été transportés dans des régions reculées du secteur privé de Tchétchénie en camion et en bus fournis par l'Emercom et les services de migration. La campagne a atteint son point culminant le **dimanche 1^{er} décembre** lorsque des policiers ingouches et un détachement de l'OMON qui occupait une école appartenant à une ONG ont commencé à démonter les tentes des réfugiés qui avaient refusé de partir. Seuls les 700 réfugiés tchétchènes enregistrés auprès des services fédéraux de migration se sont vu proposer des avantages financiers pour se réinstaller dans le secteur privé de Tchétchénie, tous les centres d'hébergement temporaires de Grozny étant déjà complets.

Fermeture du camp de tentes d'Aki Yurt le **2 décembre 2002**. Memorial a décrit l'événement comme une déportation dans la tradition stalinienne, les réfugiés tchétchènes étant renvoyés de force dans une Tchétchénie déchirée par la guerre. D'après les premiers chiffres de l'ONU, environ 40 % des anciens résidents d'Aki Yurt ont trouvé refuge dans des colonies spontanées ou dans le secteur privé d'Ingouchie.

Le 3 décembre, le représentant fédéral des services de migration, Rostovtsev, somme l'équipe de terrain de MSF de démanteler les installations médicales.

Un collaborateur du président russe, M. Yastrzhembsky, déclare le **4 décembre 2002**, à propos de

la fermeture des camps de tentes, que d'aucuns « s'emploient à politiser le problème » du retour des réfugiés tchétchènes et de leur départ d'Ingouchie, et « à faire croire qu'il est résolu de façon inhumaine ». Igor Yunash, adjoint au chef des services fédéraux de migration, affirme que les représentants de Mashkadov mènent une campagne de propagande dans les camps de tentes. Ils distribuent de l'argent et essaient non seulement de convaincre, mais aussi d'intimider afin que les camps restent ouverts.

Le 11 décembre, lors d'une réunion au Kremlin avec des membres de la commission présidentielle des droits de l'homme, le président russe, Vladimir Poutine, promet de suspendre la réinstallation en Tchétchénie des réfugiés vivant dans les camps de tentes d'Ingouchie. Il déclare que le processus de réinstallation doit cesser jusqu'à ce qu'un organisme spécialement créé à cet effet se penche sur le problème et propose des solutions permettant de protéger les droits des réfugiés. Après cette déclaration, la pression exercée sur les grands camps de tentes d'Ingouchie s'est atténuée.

Janvier 2003

Libération de Nina Davidovitch.

MSF rencontre le président Ziazikov, qui autorise verbalement MSF à construire des logements de remplacement.

Construction par MSF de 180 abris destinés aux personnes vivant dans les camps de tentes qui ne veulent pas revenir en Tchétchénie. Les activités sont coordonnées principalement avec les services de migration et les autorités locales. Le 27 janvier, ces logements sont déclarés illégaux par le gouvernement ingouche, aux termes d'une nouvelle loi stipulant que toutes les constructions doivent se conformer aux mêmes règlements. Les abris étaient pourtant terminés avant l'adoption de cette loi. A ce jour, aucune famille n'a pu y emménager, tandis qu'il a été impossible à MSF de poursuivre la construction de 1 000 autres abris. La fourniture de logements de remplacement aux réfugiés tchétchènes est interrompue en Ingouchie.

Février 2003

L'administration des camps de Bella, Sputnik et Alina annonce que toutes les familles doivent retourner à Grozny.

Réunion entre le président Ziazikov et MSF. Le président autorise la construction de logements en Ingouchie.

Le gouvernement ingouche ordonne aux organismes d'aide d'interrompre l'installation d'abris temporaires ou mobiles (dont les tentes préfabriquées de l'UNHCR) jusqu'à ce que la conformité de ces abris aux normes techniques du code de l'urbanisme local soit déterminée. (Rapport de l'UNHCR, février 2003)

Mars 2003

23 mars – Tenue d'un référendum sur la nouvelle constitution tchétchène en Tchétchénie et en Ingouchie auprès des familles tchétchènes.

MSF reçoit un courrier du procureur ordonnant la démolition des abris d'ici le 26 mars.

Avril 2003

Le président Ziazikov et MSF se rencontrent de nouveau pour aborder la question des abris. Le président annonce la création d'une commission dont l'objectif sera de contribuer à résoudre le problème des logements de remplacement destinés aux personnes déplacées.

Kidnapping d'un member de PINF.

Kidnapping d'un member de "Russo-Chechen Friendship Society"

Mai 2003

Aucun progrès réalisé avec la commission créée par le président.

ANNEX DATA: CLOSURE OF CAMPS AND OPTIONS IN INGUSHETIA

What will you do if the camps are closed?		
Answers by Families who are planning on returning in the near future		
-		
Answers	N° of families	
Don't know	4	
Will go to Chechnya	52	
Stay in Ingushetia	2	
Grand Total	58	
Answers by families who are not planning on returning to Chechnya		
Answers	N° of families	% of 3151 families
Don't know	1541	48,91%
Stay in Ingushetia	1319	41,86%
Will go to Chechnya	202	6,41%
No place to go	64	2,03%
Go to another region in Russia	11	0,35%
Will go to Kazakhstan	6	0,19%
Go to any place but not to Chechnya	3	0,10%
Will leave	1	0,03%
We will go somewhere safe	1	0,03%
We will go on strike.	1	0,03%
Hopes for help	1	0,03%
Are considering going to a foreign country	1	0,03%
Grand Total	3151	100,00%

Is there any precise place where you can stay in Ingushetia if the camp is closed?

Answers by Families who are planning on returning in the near future

Answers	N° of families
No / Don'tknow	51
We are leaving to Chechnya	1
Private sector	2
Stay with family/friends	3
We have a place but it is overcrowded	1
Grand Total	58

Answers by families who are not planning on returning to Chechnya

Answers	N° of families	% of 3151 families
No / Don't know	2827	89,72%
Private sector	217	6,89%
Stay with family/friends	67	2,13%
Spontaneous settlement / Kompakniki	39	1,24%
Go to Kazakhstan	1	0,03%
Grand Total	3151	100,00%

Families who are not planning to go to Chechnya, but have no alternative shelter in Ingushetia.

Answers	N° of families	% of total N° of families in each camp
Alina	479	83,60%
Bart	434	90,42%
Bella	410	82,00%
Logovaz	47	100,00%
Rassvet	185	96,35%
Satsita	526	87,23%
Sputnik	698	88,80%
Uchkhoz	48	100,00%
Grand Total	2827	88,10%

ANNEX DATA: FAMILIES NOT PLANNING TO RETURN IN THE NEAR FUTURE

Comparison of Families Not planning to go to Chechnya in the near future with total N° of families in each Camp

CAMPS	N° of families not planning on returning to Chechnya in the near future	% of total N° of families in each camp
Alina	533	96,38%
Bart	474	98,75%
Bella	480	96,00%
Logovaz	47	100,00%
Rassvet	192	100,00%
Satsita	599	99,34%
Sputnik	778	98,98%
Uchkhoz	48	100,00%
Grand Total	3151	98,19%

Reasons for NOT going back to Chechnya

(N° of families who gave these reasons as one of their answers)

Reason	N° of families	% of 3151 families
Security	2921	92,70%
No house Chechnya	2337	74,17%
No aid Chechnya	321	10,19%
Aid Ingushetia	67	2,13%
Other reasons	35	1,11%



Break down of Answers on Why families are not planning on going back to Chechnya

BREAKDOWN OF ANSWERS	N° of fam	%	
Families who gave One answer			
Security only reason	731	23,20	
No house Chechnya as only reason	197	6,25	
No aid Chechnya as only reason	1	0,03	
Aid in Ingushetia as only reason	1	0,03	
Other reasons only	2	0,06	
SUBTOTAL			932
Families who gave 2 answers			
Security & No house Chechnya	1828	58,01	
Security & no aid Chechnya	49	1,56	
Security & aid in Ingushetia	14	0,44	
Security & other reasons	6	0,19	
No house Chechnya & no aid Chechnya	19	0,60	
No house Chechnya & aid Ingushetia	5	0,16	
No house Chechnya and other reasons	3	0,10	
No aid Chechnya and aid Ingushetia	0		
No aid Chechnya & 'others reasons'	0		
Aid Ingushetia & 'other reasons'	0		
SUBTOTAL			1924
Families who gave 3 answers			
Security & No house Chechnya & No aid Chech	226	7,17	
Security & No house Chechnya & Aid Ingushetia	32	1,02	
Security & No house Chechnya & Other reasons	10	0,32	
Security & No aid Chechnya & aid Ingushetia	5	0,16	
Security & No aid Chechnya & other reasons	5	0,16	
Security & aid Ingushetia & other reasons	0	0,00	
No house Chechnya & no aid Chech & aid Ingu.	1	0,03	
No house Chechnya & no aid Chech & others	0	0,00	
No house Chechnya & aid Ingushetia & others	1	0,03	
Aid Ingushetia & no aid Chechnya & others	0	0,00	
SUBTOTAL			280
Families who gave 4 answers			
Security, no house, no aid Chech, aid Ing	7	0,22	
Security, no house, no aid Chech, others	7	0,22	
SUBTOTAL			14
Families who gave 5 answers			
Security, no house, no aid Che, aid Ing, other	1	0,03	
SUBTOTAL			1
TOTAL	3151	100,00	3151

ANNEX DATA: FAMILIES PLANNING TO RETURN IN THE NEAR FUTURE

Families who are planning to go to Chechnya

Camp	N° of families
Alina	20
Bart	6
Bella	20
Satsita	4
Sputnik	8
Grand Total	58

Reasons for going back to Chechnya

(N° of families who gave these reasons as one of their answers)

Reason	N° of fam	% of 58
Want to go back	46	79,31
Have home in Chechnya	15	25,86
No aid Ingushetia	5	8,62
Other	14	24,14
Pressure	5	8,62
Aid in Chechnya	3	5,17

(Other reasons given)

Tired of living in tents	6
Were promised place in a TAC and compensation	6
Stability and jobs after referendum	1
Want to go to Chechnya to live with parents	1
Grand Total	14

BREAKDOWN OF ANSWERS	N° of fam	%
<i>Families who gave One answer</i>		
Go Home	23	39,66%
House in Chechnya	3	5,17%
aid in Chechnya	0	0,00%
No aid Ingushetia	0	0,00%
Pressure	1	1,72%
Others	4	6,90%
subtotal		
<i>Families who gave two answers</i>		
Go home and other	7	12,07%
Go home and have house in Chechnya	10	17,24%
Go home and no aid Ingushetia	3	5,17%
Go Home and pressure	1	1,72%
Pressure and no aid Ingushetia	1	1,72%

31

Aid in Chechnya and other	2	3,45%	
subtotal			24
Families who gave three answers			
Go home, house Chechnya, no aid Ingushetia	1	1,72%	
Go home, pressure and other	1	1,72%	
House in Chechnya, pressure and aid in Chechnya	1	1,72%	
subtotal			3
TOTAL	58	100,00%	

ANNEX DATA: DEMOGRAPHIC DATA

Total N° of families

Camp	N° of families
Bart	480
Logovaz	47
Alina	553
Bella	500
Rassvet	192
Satsita	603
Sputnik	786
Uchkhoz	48
TOTAL	3209

N° of families in tents

Camp	N° of families in tents
Bart	463
Logovaz	47
Alina	553
Bella	498
Rassvet	191
Satsita	596
Sputnik	763
Uchkhoz	48
TOTAL	3159
% of total fam	98,44%

N° of children 0-5 yrs old

Camp	Acc to IDP	Monitor
Bart	365	345
Logovaz	28	26
Alina	398	361
Bella	368	322
Rassvet	169	166
Satsita	622	562
Sputnik	545	518



Uchkhoz	31	27
TOTAL	2526	2327
% of total people	13,27%	14,10%

N° of families with a person with a disability

Camp	Count-Disability
Bart	30
Logovaz	1
Alina	23
Bella	20
Rassvet	9
Satsita	32
Sputnik	33
Uchkhoz	2
TOTAL	150
% of total families	4,67%

Total N° of People

Camp	According to IDP	Monitor
Bart	2858	2640
Logovaz	265	239
Alina	2952	2526
Bella	2886	2276
Rassvet	1128	1075
Satsita	3950	3314
Sputnik	4718	4184
Uchkhoz	278	245
TOTAL	19035	16499

N° of People in Tents

Camp	Acc to IDP	Monitor
Alina	2952	2526
Bart	2764	2547
Bella	2877	2267
Logovaz	265	239
Rassvet	1123	1070
Satsita	3901	3284
Sputnik	4600	4073
Uchkhoz	278	245
TOTAL	18760	16251
% of total	98,56%	98,50%



N° of Pregnant women

Camp	Acc to IDP	Monitor
Bart	42	42
Logovaz	3	3
Alina	52	48
Bella	47	42
Rassvet	17	17
Satsita	69	65
Sputnik	70	68
Uchkhoz	7	7
TOTAL	307	292
% of total people	1,61%	1,77%

*Total N° of
Elderly >than 75
yrs old*

Camp	Acc to IDP	Monitor
Bart	31	30
Logovaz	3	2
Alina	34	26
Bella	45	37
Rassvet	17	16
Satsita	49	43
Sputnik	46	39
Uchkhoz	3	2
TOTAL	228	195
% of total pop	1,20%	1,18%